

DAVID MARTINON

LES 15 JOURS QUI ONT FAIT BASCULER KABOUL



Le témoignage exclusif
de l'ambassadeur de France
en Afghanistan

L'Éditions de
Observatoire

Les quinze jours
qui ont fait basculer Kaboul

David Martinon

Les quinze jours
qui ont fait basculer Kaboul

L'Observatoire

ISBN : 979-10-329-2498-3

Dépôt légal : 2022, mars

© David Martinon et les Éditions de l'Observatoire, 2022
170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

Prologue

La prise de Kaboul

15 août 2021
24 Assad 1400

La nuit est calme. Le détail a son importance : aucun vol d'hélicoptère ne se fait entendre au-dessus de nos têtes.

Pourtant, à 6 h 22, l'information tombe : à 30 km au nord de Kaboul, la prison de Pul-e-Charki, centre de tortures des communistes afghans et soviétiques depuis 1980, est en train de tomber aux mains des Taleban. Après des combats sporadiques, les gardes préfèrent ouvrir la porte de la prison et se rendre sans combattre – permettant aux détenus talebs de rejoindre l'insurrection.

Nous recevons dans la foulée la confirmation de la chute de Mazar-e-Sharif, quatrième plus grosse ville d'Afghanistan, conclusion définitive et succès éclatant de la stratégie que les Taleban suivent depuis deux mois.

L'autre mauvaise surprise de ce réveil est la prise de contrôle, au petit matin, de la province du Nangarhar, dans l'Est pachtoune, jusqu'ici étrangement préservée par les combats, et la « nomination » d'Anas Haqqani comme gouverneur de la province. Libéré quelques mois plus tôt des prisons afghanes à la demande expresse de Khalilzad, Anas est le plus jeune frère de Sirajuddin, leader

Les quinze jours qui ont fait basculer Kaboul

du réseau Haqqani, et fils de Jalaludin Haqqani, de la tribu des Zadran, de l'Est afghan, grande figure de la résistance aux Soviétiques, et fondateur du réseau éponyme en charge du terrorisme urbain pour l'insurrection. C'est donc le monde à l'envers. La chute de Jalalabad, la ville chef-lieu de la province, était un de nos jalons. Nous savons maintenant que Kaboul suivra rapidement.

6 h 52 : le Central Joint Operational Command (CJOC) nous informe de l'incapacité à maintenir la sécurité de la zone verte à compter du lendemain, 16 août, à 18 heures. Le soutien médical de l'ancienne base HQRS est transféré à KAIA.

Martin réunit tous les policiers à 7 heures pour les informer de la situation. Il donne instruction à Roméo, mon chef d'escorte, de mettre en place un convoi de quatre véhicules blindés afin d'acheminer à l'aéroport les effets personnels des policiers, et d'y laisser trois des véhicules. Les forces spéciales du commando parachutiste de l'Air 10 (CPA10), du commandement des opérations spéciales, qui doivent nous rejoindre depuis Paris, ont en effet exprimé le besoin de voitures blindées. Deux rotations vers KAIA sont prévues. Roméo et les autres opérateurs n'auront le temps d'en faire qu'une seule. Tandis que Roméo et Fox ouvrent la voie, JC, Pascal et Jean-Baptiste, mon « épaulé », en alternance avec Nico, conduisent chacun une blindée. Nous sommes en pleine contradiction avec le protocole de sécurité – celui-ci impose, en temps normal, d'être au minimum deux par voiture, de façon que l'un puisse faire feu tandis que l'autre conduit. Mais le contexte est exceptionnel...

15 août 2021

9 heures : je réunis toute l'équipe. Ma décision est prise, en dépit de l'absence à ce moment-là d'informations plus précises. J'avais expliqué à Paris depuis longtemps que la prise de Jalalabad devait déclencher l'évacuation du personnel diplomatique et des Français. C'est donc ce que j'annonce à l'équipe : je donne l'ordre de repli sur l'aéroport, où nous devons être rassemblés dans la journée. Ce qui implique que Joseph, mon conseiller politique devenu consul de fortune, déjà en train d'imprimer des vignettes de visas, doive s'interrompre, rassembler les documents et équipements sensibles du consulat et détruire documents et formulaires vierges. Olivier doit faire de même avec les tous derniers documents du service de coopération. J'assigne à Thomas la mission de détruire le chiffre, c'est-à-dire le système de communication diplomatique, avec l'aide des policiers. Certains éléments informatiques devront être détruits, ainsi que le chiffre militaire.

Nous savons que nous sommes prêts à partir. Il ne nous faut que quelques heures pour supprimer nos communications et, s'il le faut, neutraliser les voitures blindées – nous ne devons pas les laisser aux mains des nouveaux maîtres de Kaboul et qu'elles soient plus tard utilisées contre nous ou nos alliés.

Mais voilà : c'était sans compter ce que les militaires appellent les « cas non conformes », les anomalies, les problèmes dont on ne pouvait anticiper qu'on aurait à les prendre en charge.

10 heures : Andreas von Brandt, le délégué de l'Union européenne, débarque à l'ambassade et demande l'hospitalité, que je lui accorde conformément à nos échanges

Les quinze jours qui ont fait basculer Kaboul

des jours précédents. Puis il se ravise, et me demande à aller à l'aéroport immédiatement. Il n'a plus ni escorte ni voiture blindée, ce qui est une anomalie grave. Je donne donc instruction à ma sécurité rapprochée de l'emmener à l'aéroport militaire.

C'est une brèche de sécurité pour nous. Elle nous obligera à revoir nos plans au fil de la journée. Il est acté qu'il sera accueilli dans les locaux où nous avons de longue date planifié de nous installer, à savoir le *compound* de la société française Thalès, en charge depuis les années 2000 de toutes les communications de l'OTAN en Afghanistan.

10 h 20 : JC et Jean-Baptiste repartent en précurseurs pour ouvrir la route au cortège.

10 h 25 : le cortège part. Dans la voiture VIP conduite par Gringo, qui en est à sa quatrième mission à Kaboul et connaît donc parfaitement la topographie, l'ambassadeur est accompagné de son épaule, un Polonais, ex-légionnaire qui maîtrise le français en vigueur au 2^e régiment étranger de parachutistes, et son responsable de la sécurité (RSO). Quatre opérateurs du RAID dirigés par Roméo sont en « appui feu » dans la voiture de protection.

Pendant ce temps, nos partenaires américains nous informent que la sécurité de la zone verte, qui implique le maintien des agents de sécurité internationaux et afghans sur les *check-points*, aux entrées de celle-ci, ne pourra être assurée que jusqu'au lendemain, non plus à 18 heures, mais à 12 heures.

J'appelle mon épouse. Je lui dis, d'un ton le plus serein possible, limite désinvolte : « *Honey*, je t'appelle pour te prévenir que tu vas entendre à la télévision des choses qui vont t'inquiéter, mais tout va bien. Nous

15 août 2021

évacuons l'ambassade. » Malgré son calme, je ressens son angoisse au téléphone. C'est le début de moments difficiles pour elle aussi, et pour tous les proches de l'équipe. Son obsession sera de protéger nos enfants, qui n'ont pas encore l'âge de tout comprendre du monde des adultes, mais qui, par capillarité, vont vite percevoir que leur papa ne vit pas une situation normale.

Je décide de réunir avec Thomas les ONG françaises encore présentes à Kaboul : Action contre la faim, Afrane, ACTED, Première Urgence-Aide médicale internationale, Médecins sans frontières. Pour remarquables que leur travail et leur abnégation soient, nous ne pouvons nous empêcher de regretter ce qui ressemble parfois à une insouciance coupable, dont nous devinons que les conséquences pèseront sur nous. La République française avait déjà mis à leur disposition un avion spécial le 17 juillet, pour leur permettre de repartir facilement et sans risques. Ils sont majoritairement restés à Kaboul, alors que j'avais dit, dans mon message aux Français du 14 Juillet, que nous ne serions plus en mesure d'assurer la sécurité de leur évacuation.

11 heures : ils sont encore nombreux. Certains me disent que leurs agents ont des vols prévus pour le lendemain ou le surlendemain. Je leur dis que c'est trop tard, que je suis convaincu que les vols commerciaux ne pourront être maintenus. Je leur dis de venir dès l'après-midi à l'ambassade : nous y assurerons leur sécurité le temps de partir pour l'aéroport, où nous avons prévu de nous installer le temps que l'avion militaire français arrive.

Je les laisse vers 11 h 20. À 11 h 25, mon ami l'ambassadeur Stefano Pontecorvo, haut représentant civil

Les quinze jours qui ont fait basculer Kaboul

de l'OTAN en Afghanistan, m'appelle : « Pars tout de suite. Va à l'aéroport. Trois mille Taleban avancent vers Kaboul, ils sont à vingt minutes. »

Il devient évident que les Américains, la police présidentielle et le NDS¹ ne seront plus en mesure de tenir la zone verte, non pas dans quelques heures, mais dans quelques minutes. De fait, à 11 h 39, au sein du réseau des responsables de sécurité de la communauté internationale, circule l'information d'une présence de combattants talebs et de combats dans le district de police n° 5 de Kaboul.

Thomas et Joseph rappellent immédiatement les ONG en leur demandant de venir sans délai à l'ambassade. Des feux ont été allumés dans le patio depuis ce matin. Chacun apporte ses derniers documents de travail pour les brûler. Heureusement, le travail d'archivage et de destruction a été mené à bien depuis longtemps. Un avion de transport spécial a fait une rotation à Kaboul pour emporter, quelques jours avant, les dernières archives et l'essentiel du matériel sensible.

10 h 37 : l'escorte du RAID se trouve prise dans une circulation extrêmement dense. Sur l'axe White, qui relie la zone verte à l'aéroport, ils croisent un cortège de 4 véhicules militaires blindés, type Humvees, lourdement armés, qu'ils prennent pour des soldats de l'armée nationale afghane. Il s'agit en fait des éléments précurseurs talebs qui entrent dans Kaboul par le nord. Ils provoquent la panique chez les habitants qui tentent de fuir le centre-ville, aggravant les embouteillages. Les Taleban cherchent à avancer le plus vite possible vers le centre.

1. National Directorate of Security, le principal service de sécurité intérieure afghan.

15 août 2021

À 11 h 05, le cortège est toujours bloqué dans la circulation. Les gars croisent un autre cortège composé de pick-up et de véhicules blindés lourdement armés qui fait mouvement vers le centre-ville. La tension ne cesse de monter, car les Taleban font preuve de nervosité et d'agressivité. Ils braquent les automobilistes avec leurs armes, fusils-mitrailleurs et mitrailleuses. L'équipe fait profil bas. Il est clair que tout mouvement de leur part pouvant connoter une posture agressive mettrait en danger l'ambassadeur de l'Union européenne.

Faute de communication, ces informations ne nous parviennent pas.

Ce sont maintenant nos 24 Gurkhas, *contractors* indiens, dont la mission est de sécuriser le périmètre de l'ambassade, qui demandent à être évacués par nos soins, sans attendre. Nous avons évacué quelques semaines plus tôt nos gardes népalais, la Légion étrangère de l'armée britannique. Nous savons, nous, que nos Gurkhas, formidables combattants, loyaux et disciplinés, sont plus en danger que nous. Nous avons tout lieu de penser que les Taleban ne leur feront pas de cadeau, compte tenu de l'hostilité de la choura Rahbari à l'égard de l'Inde. J'accepte donc de les évacuer en priorité vers l'aéroport. Martin met en place une opération digne des meilleurs cirques : 23 Gurkhas et leur chef d'équipe, Karl, un Français, ancien instructeur du 1^{er} régiment parachutiste d'infanterie de marine (1^{er} RPIMA), parviennent à rentrer, à force de contorsions, dans trois de nos voitures blindées conduites par des gardes de sécurité diplomatique (Frédéric et Anthony, deux tireurs de haute précision expérimentés venus en renfort de France, et

Les quinze jours qui ont fait basculer Kaboul

Dominique, un policier du service de la protection, ex-militaire des forces spéciales, qui lui non plus n'en est pas à sa première mission à Kaboul).

Sur l'axe « Mogadiscio », un axe secondaire qui traverse un quartier hazara, les trois policiers sont bloqués par des pick-up talebs. Les insurgés les fixent et miment une décapitation, en passant le doigt le long de leur cou.

Khaled, notre interprète franco-afghan, fils du grand poète assassiné Bahoudine Madjrouh, est arrivé ce matin à l'ambassade, comme tous les jours, sa sacoche de travail à la main. Je veux l'avoir sous la main, avec moi, parce que je veux être sûr qu'il ne restera pas derrière nous, à Kaboul. Sa femme, également française, et sa sœur ont déjà été rapatriées dans le vol du 17 juillet. Je croyais l'avoir convaincu de les accompagner. Ce fut un échec. Khaled ne veut pas fuir Kaboul une quatrième fois. En 1994, avec Shahir Zahine, autre ami et soutien de la France, ils étaient allés d'initiative dans l'ambassade désertée pour mettre en sécurité les livres de la bibliothèque, de peur qu'ils soient détruits dans les bombardements. Je donne instruction aux policiers de ne pas le laisser repartir s'il prétexte de devoir faire sa valise. Je sais qu'il ne reviendrait pas à l'ambassade. À part sa sacoche, il n'a rien avec lui. Je lui donne un sac avec des caleçons et des chaussettes. Il n'aura que ça dans les mains pour partir en France, mais au moins il partira.

12 h 19 : l'ambassade américaine demande à toutes les délégations diplomatiques de converger immédiatement vers SoCo – pour South Compound, acronyme digne d'un agent immobilier new-yorkais –, c'est-à-dire la base de l'OTAN où se trouvait encore, quelques semaines

auparavant, le quartier général de l'opération Resolute Support (HQRS), et devenu depuis une annexe de l'ambassade américaine. Les gardes afghans en charge des check-points de la zone verte sont tous en train de quitter leur poste. La zone verte n'existe plus.

À 12 h 36, les Taleban sont dans le district de police 12.

Pratiquement au même moment, à 12 h 07, Roméo, JC, Fox, Gringo et Nico croisent un nouveau cortège taleb. Ils tournent leurs armes vers les policiers français, qui essaient de se faire discrets en mettant les voitures sur le côté. La circulation est dense comme jamais, puis soudainement les rues se vident. Les Taleban bloquent la circulation pour faciliter leur propre passage. Le cortège entre enfin dans l'aéroport. L'escorte du RAID dépose l'ambassadeur de l'UE et ses deux hommes en sécurité chez Thalès.

Martin leur donne instruction de rester sur place, en raison de la présence des Taleban en ville. Il juge qu'il est déjà trop tard pour revenir en voiture vers l'ambassade. Nous ne pourrions plus aller à l'aéroport par nos propres moyens. Nous sommes désormais dans l'incapacité de bouger. Ce qui signifie que nous devons partir en hélicoptère.

L'équipe tente de rejoindre le terminal civil par l'intérieur de l'aéroport, pour limiter son exposition aux éventuels tirs talebs. Mais les militaires américains qui gardent l'accès aux pistes leur refusent le passage.

JC interroge Joël, le *field manager* de Thalès, en prise avec la tour de contrôle. Celui-ci l'informe que les avions n'ont plus l'autorisation ni d'atterrir ni de décoller. L'avion d'Emirates tourne au-dessus de Kaboul. L'aéroport paraît finalement prêt à rouvrir et l'avion

Les quinze jours qui ont fait basculer Kaboul

revient en approche. L'espoir fait long feu – il ne se posera jamais et sera détourné vers Dubaï.

Les communications sont interrompues avec l'ambassade.

Au palais présidentiel, chez nos voisins, il est midi quand le nouveau directeur de cabinet du président, l'ouzbek Matin Bek, fils d'un chef de la résistance aux Soviétiques puis aux Taleban de la province de Takhar, au nord, proche de Massoud avant d'être assassiné par les Taleban, approche son patron. Il est en compagnie de son prédécesseur, Salaam Rahimi, tous deux ayant intégré la délégation de négociation du camp républicain. Des décisions doivent être prises rapidement, lui disent-ils. Le président, sous pression, finit par leur concéder un rendez-vous pour une réunion à 14 heures. Les deux conseillers partent donc déjeuner.

Très vite après, pourtant, le président Ghani, son épouse Rula, Hamdullah Mohib, son conseiller national à la sécurité, Fazel Fazly, le directeur général de l'administration présidentielle, le grand corrupteur de la République, et huit autres officiels embarquent dans trois hélicoptères Mi-17 prépositionnés dans les jardins du palais. En laissant derrière eux des dizaines de membres de l'administration présidentielle, ils décollent vers le nord, en direction de la passe de Salang et, au-delà, vers la rivière Amu Darya et l'Ouzbékistan. Sans passer par l'aéroport, car les pilotes craignent que des soldats ne s'en prennent à eux et empêchent le décollage du jet qui les attend.

Quand Matin Bek et Salaam Rahimi reviennent, à 13 h 45, les gardes leur disent que le président est parti en hélicoptère depuis une bonne heure.

À l'aéroport, l'escorte est contrainte de tenter le contournement par l'extérieur pour rejoindre le terminal civil. À 13 h 50, lorsqu'ils sortent du camp militaire de North KAIA – donc au nord de la piste d'envol –, ils voient une longue file de véhicules, de plusieurs kilomètres de long. Ce sont les cortèges des ambassades, qui doivent se soumettre au contrôle qu'exercent les forces turques à l'entrée du camp – les opérations de déminage prennent un temps désespérément long. Autant de voitures coincées à l'arrêt, c'est une invitation à commettre un attentat... Les gars voient arriver nos Gurkhas et leurs collègues policiers qui les conduisent. Un peu plus loin, ils voient nos collègues de la DGSE, qui ont pu passer par la route, tous ensemble. Chacun pressent qu'une catastrophe peut arriver à tout moment. Roméo perçoit l'ambiance comme « très pesante ».

Quinze minutes plus tard, ils arrivent au parking du terminal civil. La confusion et la panique sont générales. Les gars ne peuvent obtenir la confirmation que les vols commerciaux continuent à atterrir et décoller.

Stefano Pontecorvo me rappelle et me presse de privilégier une sortie de la zone verte par hélicoptère. J'appelle Ross Wilson, le chargé d'affaires américain, et lui demande, par application du Memorandum of Agreement que j'ai signé avec lui quelques mois plus tôt, l'évacuation par hélicoptère du personnel de l'ambassade de France vers l'aéroport. Il me dit que l'opération doit se faire aujourd'hui. Ce qui, dans le langage diplomatique, veut plutôt dire « maintenant ».

Pendant ce temps, les policiers qui le peuvent continuent à préparer la mise en sommeil de l'ambassade, et non la fermeture définitive : ce qui peut l'être est

Les quinze jours qui ont fait basculer Kaboul

neutralisé, et non détruit, pour permettre une réouverture dans les meilleures conditions. Les voitures blindées sont débarrassées de leurs plaques d'immatriculation diplomatiques, que l'équipe emportera, avec les clés. Le relais radio est démonté, les radios colisées, les téléphones satellites et les balises stockés. Nous n'avons pas le choix : la capacité d'emport des hélicoptères américains est limitée à un sac à dos de survie par personne.

Avec Martin, nous revoyons notre manœuvre. Nous devons commencer notre noria sans attendre, car nous il faut sortir le plus grand nombre d'agents le plus vite possible. Il me demande de partir rapidement : par ma seule présence, je mobilise des effectifs de sécurité dont nous avons besoin ailleurs. Ma première intention est de rester, mais je comprends bien qu'en faisant cela je gênerai la manœuvre, pour un résultat nul – à mesure que Thomas et Stéphane détruisent le chiffre, nos communications sont interrompues : les communications chiffrées avec Paris, la messagerie du ministère, le téléphone filaire en particulier. Le wifi est intermittent, en raison des destructions des tours relais par l'insurrection.

De l'ambassade, à ce moment, je ne peux donc plus rien diriger.

Avec Joseph et Olivier, nous partons dans la seule voiture qui reste. Seuls deux policiers, Yo et Chris, sont disponibles pour l'escorte. C'est insuffisant pour Martin. Il craint des tireurs embusqués qui prendraient la voiture pour cible, ou des éléments incontrôlables de l'armée ou de la police qui tenteraient de nous arrêter par colère ou désespoir. Comme il veut en être, il réussit à contorsionner sa carcasse dans le coffre du Land Cruiser.

Notre sortie de l'ambassade me laisse un drôle de goût. Je sais que pour moi, elle est définitive. Il faudra

du temps avant qu'un nouvel ambassadeur ou même un chargé d'affaires me succède.

Tout ça pour ça, je pense. Tout ça pour partir à l'arrache, avec notre sac à dos de 9 kg, notre gilet pare-balles et notre casque balistique sur la tête, chacun concentré sur notre « secteur de tir », épiaut tout mouvement intempestif, toute approche suspecte.

1 h 30 : le dernier portail ouvert, nous débouchons dans la rue. Nous sommes frappés par le silence ; en temps normal la circulation est chaotique, entre les cortèges officiels et les élèves de l'école d'en face, sur une chaussée resserrée par les murs de T-Walls. À part nous, il n'y a personne. Le calme avant la tempête.

Par chance, le check-point de la présidence est toujours ouvert. Les hommes de la police présidentielle sont plus méfiants que jamais. Ils veulent savoir s'il y a un VIP dans la voiture, et font signe à Yo d'ouvrir la portière. Nous n'avons plus de voiture de protection, et les policiers sont nerveux. On le serait à moins. Ils savent ce qui les attend. Ils doivent déjà savoir que leur président a quitté le navire.

Les policiers nous laissent finalement franchir le check-point du palais présidentiel. Yo peut accélérer pour limiter notre exposition aux risques. Nous arrivons devant la base de SoCo. Alors qu'en temps normal, des soldats y montent une garde vigilante, il n'y a plus personne à l'entrée. Le portail blindé est finalement actionné, de l'intérieur. Nous entrons sans le moindre contrôle. La base est déserte, à part quelques Marines.

Nous parcourons les lieux vides que j'avais connus si vivants, il y a deux semaines encore.

Les quinze jours qui ont fait basculer Kaboul

Les bureaux du général Miller étaient le « saint des saints » de Resolute Support, hautement sécurisés ; ce n'est plus le cas aujourd'hui. J'annexe sa salle de réunion pour établir un PC temporaire de crise. Par chance, un Marine fraîchement débarqué de l'Alabama nous donne le code wifi de la salle. Pendant que Yo tente de communiquer avec l'ambassade tout en montant la garde, nous commençons à travailler à trois, dans cette atmosphère de chute finale. Joseph et Olivier prennent les appels de tous ceux qui nous contactent pour demander notre protection. Joseph me fait signer les derniers visas qu'il a imprimés le matin même et qu'il sort d'un sac de toile dans lequel il a tout entassé en hâte.

15 heures : j'entre en contact avec la cellule de crise que Nicolas Roche a ouverte à Paris. Ce dimanche du 15 août, son jour de retour de congé, devient un jour de semaine pour nos collègues parisiens. Sans doute maudissent-ils l'Afghanistan. Mais en ce moment précis, ils représentent le Quai d'Orsay à son meilleur : en gestion de crise, comme si de rien n'était, alors que la France entière prend enfin le soleil et boit le pastis.

15 h 28 : Walid Fouque, le conseiller pour l'Asie du président de la République, me demande si nous sommes en sécurité à l'aéroport. « Pas encore. » Je fais bref, faute de temps, et surtout pour ne pas donner trop d'éléments susceptibles de créer un contexte anxiogène qui pourrait me compliquer la tâche.

Le détachement de sécurité de l'ambassade continue à évacuer vers SoCo des groupes de Français, qui sont rapidement hélicoptérés vers KAIA (Hamid Karzaï International Airport). Pendant ce temps, seuls restent 3 policiers pour

